



Pôle Vie institutionnelle Vie associative

Dossier : Conseil national

Dossier suivi par : Vincent Cocquebert, délégué général / Françoise Cahu, assistante

Conseil national du 6 et 7 avril 2013

COMPTE-RENDU

Samedi

- ✧ **Situation économique et financière des EEDF**
 - Premières informations et échanges sur les comptes 2012
 - Mesures déjà prises, autres décisions, perspectives
- ✧ **Assemblée générale 2013**
 - Animation des débats statutaires
 - Échanges concernant les motions
 - Organisation technique
 - Temps ID d'Avenir

Dimanche

- ✧ **Temps de travail élus/salariés**
 1. **Élus régionaux** : accueil des nouveaux responsables régionaux, politique générale de l'association comité directeur et responsables régionaux, échanges par petits groupes (animés par les DT) concernant l'exercice de la fonction...
 2. **Autres élus** (centres, services vacances) : échanges concernant l'animation politique des structures locales d'activité nationales, les liens politiques et opérationnels avec les régions et territoires, l'exercice de la fonction...
 3. **Salariés** (animés par pôles D&C et EFI) : 3 entrées [campagne d'été, de rentrée, propositions stratégiques 2013-2015] pour parler développement.
- ✧ **Informations générales de tous à tous et points d'actualité**
- ✧ **Bilan et clôture du conseil national**

TRAVAUX du SAMEDI

Ouverture et accueil par Yannick Daniel, Président

- ✧ Accueil des nouveaux responsables régionaux, trésoriers et responsables de comités de gestion nouvellement élus lors des congrès et présentation.
- ✧ Présentation de l'ordre du jour du CN.
- ✧ Temps sur l'AG 2013. Rappel des nouveaux statuts ainsi que du règlement général en lien avec l'AG. Point sur les effectifs plausibles :
 - En 2012 164 présents
 - En 2013 413 présents possibles dont 247 votants

Discussion autour de la question de Midi-Pyrénées sur le nombre d'observateurs. La région interpelle le CD et plus largement les autres régions sur la pertinence démocratique de la limite du nombre de ces observateurs qui sont de plus de plausibles futurs élus. Yannick répond par le caractère incertain des modalités d'organisation et par le côté provisoire de cette mesure. Suite aux discussions le CD reste sur cette décision.

Suite à cette ouverture les participants se répartissent sur les différents groupes proposés pour travailler sur les différents temps de l'AG mis au débat : prise de paroles et animation des débats, motions, ID d'Avenir.

L'ORGANISATION DE L'AG

Plusieurs axes sont pour l'instant privilégiés pour cette AG

- * Limiter les interventions orales ; utiliser l'écrit.
- * Mettre en place un système de lecture des différents rapports statutaires qui soit participatif, sans alourdir le fonctionnement de l'instance. (organisation avec système de gommettes, et questions posées en amont).
- * Le rôle des scrutateurs sera central sur cette AG. Ils vont avoir une fonction de synthétisation des débats en plus de la fonction traditionnelle.
- * Une nécessité : identifier un scrutateur par territoire parmi les différents participants de l'AG.

Réactions du groupe

- * Est-ce que cela va faire avancer la prise de parole ?
- * Est-ce que la demande de parole est préalable ou inscrite au fur à mesure ?
- * Comment faire pour que les scrutateurs ne soient mis à l'écart des débats ?
- * Quelle place pour les professionnels ?

Réponses

- * Nous avons conscience que le rôle de synthèse sera énorme. Il ne s'agira pas d'un travail de synthèse en soi mais plus d'un regroupement des questions pour rendre plus lisible les interventions et organiser le débat pour le rendre plus efficient.
- * La prise de parole doit être construite en amont.
- * Il pourrait y avoir des réponses projetées avec écran pour gagner dans la qualité des échanges.

Place des scrutateurs

- * Garant de l'expression et de la sincérité des votes.
- * S'appuyer sur les compétences professionnelles des salariés, pour accompagner les bénévoles dans cette fonction.
- * Les scrutateurs doivent connaître leur rôle en détail, cela nécessite un accompagnement en amont.
- * Statutairement : ils font partie du bureau des votes et du bureau de l'AG.
- * Place des professionnels plus difficile : donc il faut s'organiser, rôle d'accompagnateur des délégués pour expliquer.

Autres points

- * Pour l'animation des débats, un membre du CD sera désigné en son sein pour donner la parole. Exemple : ce n'est pas le trésorier qui anime le temps du rapport financier.
- * Il est important d'expliquer aux délégués que leur temps de paroles sera limité, pour éviter trop de frustration.
- * Pour organiser la prise de parole, il faut trouver un système qui structure la remontée de la prise de parole (remontée des questions à la tribune, regroupement/synthèse des questions) :
 - o Est-ce que les questions remontent à la tribune ?
 - o Est-ce une synthèse des questions ?
- * Le temps de formation des délégués à l'AG est central pour le bon fonctionnement.
- * Il faut avoir conscience qu'une grosse différence va exister entre les représentants des congrès de ceux des SLA qui sont plus éloignés de la réalité nationale.
 - o Pour y répondre, il peut être mis des binômes entre les délégués de l'AG, pour construire un réel accompagnement
- * Diversifier l'animation des temps et gérer la participation :
 - o Création de petits groupes pour les temps d'ID d'Avenir.
 - o Il faut que les temps statutaires soient communs.
 - o Eviter les problèmes techniques : comment déchiffrer les messages spontanés ?
 - o La prise de parole devant 400 personnes, par très simple.
 - o Identifier les régions/territoires par un code de couleur (non retenu).

Motions

QUELLE FORMULATION DES MOTIONS, QUELLE ANIMATION

- * Les motions doivent avoir un objet d'intervention générale / un intérêt national pour l'ensemble de l'Association et qu'elles soient bien représentatives.
- * L'an prochain, il faudra travailler sur la formulation. Une motion doit être une question fermée.

* Concernant les motions portant sur le règlement général ou les statuts, le CD propose de reporter ces motions à l'AG 2014. Plusieurs difficultés et erreurs ont été pointées, il est important de prendre du temps pour les traiter.

* Plusieurs motions sont des questions à destination de l'équipe nationale, il serait bien de trouver de nouveaux espaces ou canaux de communication pendant l'année. Ceci pourrait diminuer l'amplification des motions.

* Pourquoi n'avons-nous pas été interpellé sur ce qu'est une motion lors des congrès par les représentants de l'échelon national (présence CD et membre équipe nationale) ? Dans un congrès, il n'est jamais simple de dire « ce n'est pas une motion ! » A travailler en amont des prochains congrès.

* La région garde le choix de les retirer ou non, et ce avant l'envoi du dossier.

* Il faut affiner le fonctionnement démocratique lié aux motions lors de l'AG 2014. Idée pour l'avenir : que les motions soient portées par plusieurs régions pour éviter l'éparpillement.

* Certaines motions peuvent aussi être transformées en problématique pour ID d'Avenir

* Cette amplification du nombre traduit un malaise des acteurs qui utilisent un temps officiel pour communiquer. C'est un syndrome associatif. C'est intéressant d'avoir ces interpellations, mais elles ne constituent pas des motions.

* Dans l'organisation future, il faut dédier un conseil national sur cette thématique.

* Idée de choisir en comité régional de garder ou non la motion. Il faut définir ce qui est prioritaire pour l'association.

* Le nouveau calendrier de l'association redimensionne de nouvelles temporalités démocratiques.

Quels critères pour limiter le nombre de motions ? Quelques idées :

* Faut-il proposer un quota de motion par région ? Avec quels critères ? Limiter un crédit de 2 par région ? Partagée par plusieurs régions ?

* Selon la réponse, il faut identifier ce qui va être mis en place. Des réponses précises seront nécessaires

* Il faudrait présenter le contexte de la problématique du vote de la motion dans cette région (Argumenter l'objet de la motion, contextualiser la situation qui a emmené cette motion).

* Comment mettre un système de cooptation des motions sans empêcher l'acte démocratique.

Animation possible des motions

* Limiter le temps de présentation (2h30 sont prévues).

* Organiser le débat en amont.

* Limiter en mot les motions.

* Les traiter en bloc.

* Elire de grands électeurs qui travailleraient en amont de l'AG et feront des propositions à l'AG (sous entendu difficile de travailler sur tout avec tout le monde, ce qui permet de mieux voir ce qui est important).

* Favoriser le débat en Territoire.

* Les délégués ne représentent qu'eux mêmes. On pourrait regrouper les motions par thème, le délégué irait alors sur un des groupes // plus d'échange collectif, le choix se fait par délégation.

* Pourquoi ne pas se servir du temps du soir ?

* Préparer construire un temps d'échange et débat en petit groupe, pour ne pas enlever le débat démocratique mais le répartir autrement.

* Prévoir des panneaux d'affichages avant l'entrée dans l'AG.

* Répartir les motions entre motions à traiter à l'AG et motion à traiter en CN.

* Pouvoir modifier en direct les motions.

Trois manières de les traiter :

* Règlement général, statuts renvoyés à d'autres canaux.

* ID d'Avenir.

* Présentées en AG celles qui présentent un aspect politique, les autres en conseil national ?

* Retirées en amont, si la région satisfait de la réponse (mais quand pour cette année ?)

ID d'Avenir

* Sera un temps fort de l'AG.

* Pour innover, échanger sur la situation des régions, des problématiques.

* Ce sont bien les SLA qui doivent faire remonter les chantiers dont l'association doit se saisir. Il faut creuser, il faut travailler avec la même méthode pour faciliter le dialogue.

* L'AG va servir pour faire une compilation des chantiers.

* Toute l'association ne va pas travailler sur tous les chantiers. Les personnes choisiront sur quels chantiers ils vont travailler.

- * Dans les régions, il ne faut travailler sur toute la méthodologie. Il faut bien identifier le problème. Il faut identifier réellement la nature du problème.
- * Pour l'instant les régions notent que peu de problématiques risquent de remonter.
- * Il faut réintroduire la notion d'enjeux et de défi, ceci élargit le champ d'action. Lorsque l'on parle d'enjeux, c'est plus facile de parler de pédagogie.
- * Le choix sera fait après l'AG, de comment utiliser ces matériaux, mais il faut attendre d'avoir ces matériaux pour choisir la méthodologie adaptée.
- * Dans l'animation proposée, il y a un besoin de gérer les écarts de compréhension, un temps de mise à niveau semble nécessaire.
- * Avoir une vigilance sur l'homogénéité des groupes.

AUTRES GROUPES

Assemblée Générale 2013

LES MOTIONS

* L'intérêt Général

Yannick insiste sur la notion d'intérêt général d'une motion : certaines portent sur des caractères particuliers, elles sont légitimes mais ne correspondent pas au but d'une motion. Dans la forme, les motions doivent permettre une réponse par oui ou non. Pour beaucoup, « oui ou non » ne suffit pas.

* Quel intérêt ?

Débatte de sujets, de problématiques locales qui viennent se croiser avec l'assemblée générale, qui viennent nourrir la mise en œuvre des orientations.

Une situation qui dit quelque chose de l'association : la situation d'aujourd'hui rend compte d'un certain désarroi : qui pouvons-nous interpeller ? Quelles réponses ? Comment quelqu'un peut-il interpeller l'association ? Avec une lisibilité ? Le contexte de communication fait que les motions prennent cette dimension. Il y a-t-il la possibilité d'interpeller ? Oui.

* **Le Conseil National ne peut-il pas être un lieu pour déposer des motions,** d'intérêt particulier ou général, tout au long de l'année, et y être traité ?

* Cela montre une richesse aussi.

* Certaine montre que notre mise en œuvre fait défaut : l'AG devient un exutoire.

* L'enjeu de l'association est de renvoyer les demandes qui ne relèvent pas des motions au niveau auquel elles peuvent être traitées. Il faut entamer un travail pour redéfinir les canaux du « faire ensemble ».

* **Un double enjeu :** l'urgence des 32 motions pour l'AG 2013 et la démarche d'apprentissage de la vie démocratique au sein des congrès. Une question de culture auprès des RR, du travail des congrès, décoder ce qui se passe, travailler au fond : qu'est-ce qu'une motion ? Qu'en attendons-nous ? Quand on fait ce travail, beaucoup de motions disparaissent et le sujet peut être abordé d'une façon différente, plus pertinente.

À court terme, propositions d'animation de ce temps à l'AG

* Concernant le Règlement Général, on ne peut pas le légiférer par des motions. Il faudrait une motion qui demande de compiler l'ensemble des questions pour qu'elles soient intégrées au règlement général : faire une globalité pour construire une proposition. Concernant le règlement général : à 2014 ou 2015.

* **3 situations : des cas particuliers, des demandes techniques, des motions.** Comment on fait pour sortir de ce temps là sans être frustré ?

Concernant les cas particuliers, diviser l'AG par groupe de travail, identifier des thèmes avec plusieurs motions : est-ce une motion, quelle proposition fait le groupe de travail ? Proposition en plénier et vote. Fonctionner comme une commission de l'Assemblée Nationale. Construire ce temps en groupes de travail qui différencient des thèmes de façon à ce que chaque groupe aille jusqu'au bout d'un thème et construise une proposition. Des réponses de tout le monde et un texte soumis au vote. Répondre aux attentes et en sortir dans un cadre constructif et satisfaisant.

* **Pour les thèmes qui sont plus une préoccupation** qu'une motion concrète, est-il possible de les renvoyer à d'autres temps (CN, etc.) : on vous propose d'**engager une démarche différente.** Des réponses peuvent être faites avant : on a entendu, telle ou telle question est renvoyée à telle ou telle personne. Juridiquement, ne doit-on pas répondre à toutes les motions ? Le CD ou l'EN ne peut-il pas proposer des réponses ? Qui a la responsabilité de retirer une motion ? Si c'est le RR, alors on peut commencer aujourd'hui. L'espace du Comité Régional « préAG » ne peut-il pas servir pour préparer et approfondir ces motions ?

* **Faire vivre les temps statutaires pour qu'ils soient mobilisants.** Et faire de l'AG un temps où l'on participe, on construit. Des méthodes d'animation existent.

- * Les comités régionaux peuvent avoir une réponse pour maintenir ou retirer s'ils sont d'accords ou pas.
- * Une motion est d'intérêt général. Dans d'autres réseaux, les demandes sont **votes à la majorité + 1 des élus présents pour « filtrer » les demandes**, leur donner un intérêt général.
- * Le délégué à l'AG n'est pas porteur de sa région, il est porteur du projet de l'association. Ce n'est pas aux délégués de retirer seuls une demande : les délégués sont élus dans un contexte national.

À moyen terme, propositions d'animation politique de l'association

* **Créer une commission qui, entre les congrès et l'AG, repère les contenus et construit une proposition politique qui puisse être votée.**

* Il y a, justifiée ou non, une défiance vis-à-vis de l'échelon national : **l'écriture de la réponse peut être écrite de façon collégiale**, avec les délégués, pour renforcer la compréhension de l'intérêt général (je participe à un groupe qui répond à d'autres motions que celles de mon congrès).

Les motions peuvent être traitées par des petits groupes de travail.

* **La défiance se construit par une « non réponse » à des questions qui sont posées**, et ce tout au long de l'année. Un certain nombre d'acteurs doivent apporter des réponses et en rendre compte, dire aux régions rapidement ce qu'il en est de la question, du besoin, qu'elles seront sollicitées. Il y a un déficit de communication et de « qui fait quoi », il faut donner des réponses à des questions, légitimes. Il faut que l'on se donne les moyens de traiter cela.

* Ne faudrait-il pas **demander aux régions de définir le contexte des motions** pour donner du sens ? Demander aux congrès de donner le contexte de la motion, le pourquoi, le comment elle est d'intérêt général, permettra de les circonscrire, de mieux les écrire et les comprendre. Mécaniquement, on aura peut être moins de motions, et des motions qui ont du sens dans le cadre de la conduite générale de l'association.

* **Cadre de l'intérêt général** : renvoyer vers les groupes de travail, les ENT. Avec cela, les Responsables Régionaux ne peuvent ils pas décider maintenant de maintenir ou pas ? Sans réponse, compliqué.

RÉFLEXIONS GÉNÉRALES

* On va avoir une demande d'interpellation collective, de discussion collective, de décisions collectives. L'AG doit être un lieu d'échanges sur le fond. La situation fait ressortir une demande de ces échanges. Ex : temps de préparation des propositions stratégiques de la dernière AG.

* **L'AG n'est pas un lieu qui « doit tout régler »** : le peu de temps dont on dispose doit nous permettre de prendre de la distance, chose que l'on peut faire avec les jeunes. Sur les congrès, il y a une partie statutaire et une partie construction : l'Ag peut également faire cela, comme dans d'autres mouvements. On clôt l'AG et l'on passe dans des débats de fonds. Cela permet de bien sérier les temps : temps statutaires, et temps pour élaborer des échanges, construire.

* **Le cheminement politique**

On a besoin de construire la parole politique : comment on pense notre cheminement politique à partir des congrès. L'apprentissage de cette construction permettra d'avoir des paroles courtes, voire de seulement voter, pour donner du sens.

Quelle façon de répondre aux motions ? Seulement le CD et l'EN ? Quelle relation cela crée ? Le CD fait une proposition, avec le recul, pour orienter, pour amener vers le « bon endroit » où peut être traitée la question si elle n'est pas une motion. Le CD assume sa responsabilité entre deux AG, c'est lui qui doit répondre. Nous avons besoin d'explicitier ce fonctionnement démocratique. Cette relation peut cependant renforcer la vision verticale et ne crée pas de la communication au sens interaction.

* Le concept des motions fait aujourd'hui très identitaire. Il donne aujourd'hui l'impression d'être porté par des acteurs en « mal de démocratie ». Il y a un gros travail à faire pour former les politiques.

LA GESTION DE LA PAROLE

* De grands panneaux avec le rapport moral, à l'entrée, avec des questions qui peuvent être posées, et préparées en amont par les comités régionaux avant l'AG.

* Demander de prendre la parole en se déplaçant vers un micro fixe.

* Attention à la notion de tribune qui peut être « mortifère ».

* Il y a-t-il la possibilité d'être en petit groupe pour en échanger et se retrouver pour le vote ?

* Dans le mois précédant l'AG, peut il y avoir une façon, « une boîte », par laquelle on pose des questions, on demande des éclairages ? Cela permettrait d'orienter le débat, de le nourrir, de répondre aux questions.

* Les petits groupes sont ils techniquement faisables ? (déplacement, retour, synthèse...)

* Les textes obligent ils à ce que l'on soit 400 pour voter ? Avons-nous besoin de resynthétiser ? D'autres modalités existent, construire sa représentation à quelques-uns, sans pour autant tout se

dire. Nous ne devons pas nous interdire de déconstruire si l'on accompagne humainement les nouvelles démarches, de se donner les moyens d'explicitier pour être sur des choses plus constructives. **Apprendre à se faire confiance.**

* L'enjeu des débats ça va être d'explicitier les rapports : rien de tel que le petit groupe pour comprendre ce qui se joue. Cela marche dans d'autres associations. L'enjeu est bien d'explicitier et de former tous ces jeunes.

* Ce n'est pas tant la taille du groupe mais la façon dont il est animé qui fait que les personnes sont investies ou non.

* Les questions peuvent être écrites : on n'intervient pas seulement par la voix.

* Comment fait on monter l'intérêt des gens à participer, à s'impliquer ?

* A la fin de l'AG on pourrait ne pas rester seulement sur le constat, mais également comment les personnes peuvent intervenir dans l'organisation : comment améliorer, comment « on » peut faire ? « On » c'est l'association. C'est la notion de « pyramide inversée » : les besoins du socle nourrissent les élus pour construire.

* **L'accueil des personnes peut déconstruire : accueillir les gens en tant qu'élus nationaux et non pas représentant de sa région.**

ID D'AVENIR

Où en est-on dans les régions, par rapport à la préparation de l'AG ? On veut mesurer où chacun en est pour savoir comment adapter la démarche au fur et à mesure.

* Attention à la mobilisation des cadres dans l'association. Rappel que les bénévoles sont déjà à 50 jours par an.

* **En région Provence**, pas encore le temps. On y travaillera au comité régional qui précède l'AG et en septembre. On peut se dire que sur un projet comme ça, ambitieux, on peut prendre notre temps.

* **En région Ile-de-France**, pas d'inscrit, temps annulé. Il va falloir que l'on réfléchisse à faire autrement. Par exemple, ce matin, la formation des RR ne s'appuyait pas sur la méthode. ID d'Avenir à toute sa place dans des formations comme celle des formateurs.

* **En région Côte d'Azur**, utilisée dans le congrès avec des groupes par type d'engagement : ER/CGA. L'expression des acteurs était la satisfaction d'être pris en compte. L'engagement des animateurs. Un animateur a demandé la méthode.

* **En région Lorraine Alsace**, pas commencé réellement mais dans la dynamique du congrès : le lien entre les structures.

* **En région Aquitaine**, on va travailler sur deux niveaux : intégration de la méthode pour définir les projets des SLA. L'année prochaine, le rythme du congrès et des comités va être modifié pour avoir le temps de faire toute la démarche.

* **En région Nord-Pas-de-Calais**, on a présenté la démarche. Cela a permis de travailler les motions et de remettre certains sujets à ID d'Avenir.

* **A Morbecque**, la démarche a été utilisée dans le cadre de séminaire pour réfléchir à la politique à venir du centre. Un long chemin, mais qui permet de rentrer dans une démarche participative sans avoir peur du jugement et d'avoir leur mot à dire dans leur outil de travail.

* **En Pays de la Loire et Normandie** : présenté, ça devrait se mettre en route

* **En Bretagne**, pas eu le temps mais ça aurait été utile.

* Besoin que les groupes soient sur les mêmes « problèmes » : région, acteurs régionaux, SLS, acteurs SLA.

* Dynamisant, on chemine, ensemble.

* **Territoire 5** : méthode utilisée pour construire les PAR Forez, Grenoble, Auvergne Limousin. Les 4 régions ont prévu de lancer régionalement la démarche aux comités de préparation de l'AG.

TRAVAUX du DIMANCHE

LE DEVELOPPEMENT A TRAVERS L'ACTION PEDAGOGIQUE

Le développement des effectifs nécessite une implication de tous. Nous tachons d'identifier les freins et limites rencontrés pour mieux définir les missions et les actions des différents acteurs impliqués.

- La mission de l'AT et de la permanence
- La mission de l'équipe régionale
- La mission du groupe local

Déroulement

- *Présentation du travail en plénier*

Le lien entre la mise en œuvre pédagogique et le développement des effectifs.

Nous tentons d'explorer les pistes de réussite dans le développement des effectifs à travers les objets suivants :

1. L'organisation de la campagne d'été

- L'action organisée par l'échelon régional
- L'accompagnement des groupes locaux
- Les bonnes pratiques d'organisation et de communication

2. La rentrée développement

- Le dispositif régional à mettre en œuvre
- La mobilisation des groupes locaux à la rentrée
- Les pistes à emprunter pour organiser et communiquer

- *Travail de production en petits groupes*

Un support de réflexion pour aiguiller la réflexion des groupes de travail

Production réalisée directement sur support informatique

- *Retransmission et enrichissement*

Présentation des projections

Enrichissement de la réflexion et de la production

L'ORGANISATION DE LA CAMPAGNE D'ETE

* Identifier les freins rencontrés dans le développement des effectifs

Au niveau local

- Le projet s'inscrit dans la continuité de l'année. Le camp est prévu à destination des enfants du groupe, il n'y a pas d'ouverture prévue.
- Le camp est complet, le bus est plein.
- Le manque de responsable ne permet pas l'ouverture. Variante : la compétence de l'équipe n'invite pas à un accueil d'enfants extérieurs.
- Le prix de vente du camp d'été, trop bas, ne permet pas de disposer de moyens adaptés dans le fonctionnement de l'année.
- Le camp est de mauvaise qualité, il ne fidélise pas les participants.

Au niveau régional

- L'information sur le lieu et le projet est très tardive. Elle ne permet pas une communication à destination du grand public.
- L'échelon régional n'organise pas de communication large à destination du public.

* Quelles pistes de mise en œuvre, l'échelon régional peut-il conduire ?

Le développement doit représenter un défi collectif pour l'ensemble du corps des permanents de l'association. Le travail d'expérimentation, d'innovation vers de nouvelles activités, mérite d'être partagé et mutualisé. Il reste aujourd'hui à construire une émulation collective des salariés autour de la mission développement.

Dans un projet partagé par l'ensemble des salariés, le salarié isolé en région a le sentiment d'association à un projet et sait pouvoir s'appuyer sur ses collègues d'autres régions.

Les actions conduites par l'échelon régional

Décider une mobilisation politique régionale pour faire des camps d'été un véritable levier d'ouverture et de développement :

- Clarifier une démarche de communication et d'ouverture
- Construire et porter le discours politique de l'équipe régionale.
- S'engager dans un défi régional autour de la qualité pédagogique des séjours, par exemple ou autour du bien être au camp ...

Il est possible de réfléchir une proposition qui n'utilise pas que le camp d'été pour ouvrir les activités.

- Le rassemblement régional peut être l'occasion d'un partenariat et d'une ouverture ciblée sur un territoire.
- Les petites vacances offrent elles aussi, la possibilité de séjours neige en hiver ou de mini camp de printemps.

Organiser une proposition alternative à destination des extérieurs intéressés

Une piste intéressante est identifiée à travers le séjour à la semaine (5 jours)

- Organisation d'un stage de 5 jours, en partenariat avec des communes de proximité. 30 gamins. 80 € la semaine de stage, pas de repas organisé le midi, pas de couchage. Cette proposition de type croque peut être adaptée autour d'une thématique.
- Organisation d'un mini séjour thématique. 240 € les 5 jours pour 15/20 gamins. La proposition requiert une communication importante (4000 plaquettes + fichier des anciens) et une équipe disposant de réelles compétences. L'organisation la plus rentable économiquement prévoit 3 ou 4 séjours thématiques sur le même lieu, dans le même temps, pour mutualiser les moyens d'organisation et de fonctionnement.

Le partenariat est indispensable pour garantir un seuil économique viable : Croix rouge, Lyons club, Secours Pop, collectivités territoriales ...

A développer

- Mobiliser le corps des permanents autour de l'enjeu du développement.
- Construire une démarche régionale d'ouverture et de développement
- Capitaliser les expériences d'activités et séjours ouverts réalisés par les régions
- Engager de nouvelles expérimentations

*** Quel travail conduire pour favoriser le développement des effectifs des groupes locaux**

Sur le champ politique

La réalité des effectifs de campeurs. Notre action éducative touche entre 5000 et 6000 campeurs. Le, Le sursaut est possible avec un DEFI associatif partagé. C'est un enjeu qui nous concerne tous.

L'échelon régional doit pouvoir porter un discours politique à destination des groupes.

Pour toucher les groupes et les convaincre, on utilise les instances régionales et on va les voir in situ.

Dans l'organisation et le lien avec les groupes locaux

Proposition d'un calendrier d'année de l'année scolaire en mai / juin : il prévoit les dates de sorties, les instances régionales, les activités ouvertes, les tremplins et les formations à destination des équipes.

En janvier, les groupes fournissent les informations génériques du camp à la région. Un tremplin camp permet de partager les grandes lignes du projet et de finaliser les conditions d'organisation.

Le projet continu de formation propose des actions de formation thématique ou de formation à la fonction qui permettent d'améliorer la compétence de l'équipe et la réussite du camp d'été.

Dans la communication externe

Dans le cadre des services vacances, la plaquette est prête en janvier. Cette échéance permet aux services de démarcher les établissements et les partenaires et ainsi que garantir un remplissage de base.

La communication des camps d'été à destination du grand public fait l'objet d'un retard chronique.

On peut cependant garantir une information dans un délai correct pour toucher des nouveaux publics :

- Les informations relatives aux camps d'été sont collectées dès janvier.
- Elles sont rassemblées au niveau régional pour permettre la construction des supports de communication.

- La communication externe est opérante au plus tard au début du mois d'avril.
- La plaquette (ou autres supports) rassemble plusieurs propositions, dont certains séjours pleins, avec à chaque fois une proposition ouverte.

Garantir le suivi des enfants et jeunes qui participent à un séjour ouvert, à travers une proposition d'accueil au sein d'un groupe local, à travers une information anticipée des camps de l'été prochain.

Prendre en compte les dispositifs premiers départs en séjours (JPA, Conseil Général, CAF, MSA)

L'ORGANISATION DE LA RENTREE DEVELOPPEMENT

*** Les freins rencontrés dans le développement des effectifs...**

- Les freins liés aux personnes.
- Le nombre de responsables trop faible pour accueillir plus d'enfants.
- Le manque d'adultes pour porter les structures locales.
- Les villes sans université qui voient partir leurs responsables qui ne trouvent pas suffisamment de motivation pour revenir sur leur groupe pendant le week-end.
- La difficulté de mobilisation des bénévoles à la rentrée.
- L'autosuffisance de certains groupes qui ne souhaitent pas d'ouverture.
- Les groupes qui affichent « complets » (80 / 100) et n'ont plus de place.
- Les groupes pris dans des habitudes pédagogiques ou de choix de publics (refus d'ainés par exemple).
- Les groupes qui ne savent pas préparer la relève ce qui nécessite un gros accompagnement de l'AT.
- Les groupes avec une identité trop forte qui ne facilite pas l'intégration de nouveaux.

*** Les freins liés à la rentrée**

- Le manque de régularité dans la date de rentrée.
- Les rentrées non préparées, sans anticipation.
- Les retards pris avant septembre et qui créent une surcharge de travail, des embouteillages dans la circulation : préparation de la rentrée éclée dans le même temps que la communication via les forums associatifs.

*** Les freins liés au fonctionnement**

- Le manque de communication externe.
- Le problème de secrétariat avec des appels non réorientés vers les bonnes personnes.
- Le manque de locaux de stockage du matériel.
- Le manque de régularité des activités.
- Le manque de qualité pédagogique et de formation.
- La division pédagogie et administration: manque de porosité entre les générations et entre les équipes de groupes et les responsables.
- Le camp d'été ne sert pas de tremplin pour le projet d'année.
- Le blocage sur le nombre maximum d'enfants et de jeunes de l'extérieur accueillis sur les camps.
- Les camps organisés avec du public externe sans relai de propositions sur l'année.

Le premier constat permet de remarquer le nombre important de freins. Paradoxalement, l'image laisse entrevoir presque autant de solution que de difficultés. Il est possible de corriger certains points sans trop de peine, mais la réponse à ces nombreux dysfonctionnements passent sans doute par une démarche globale qui permette de replacer le fonctionnement en phase avec le projet.

*** Le rôle de chacun dans le développement...**

Le rôle des animateurs territoriaux

Donner l'idée, donner envie, sensibiliser, faire du lien, coordonner, repérer, ouvrir, former...

- Communiquer autour du projet développement en revenant à une communication verbale directe.
- Créer du lien et de la convivialité : se mettre en phase avec les bénévoles. Savoir faire la part entre le travail du salarié et la part de loisirs et de plaisir du bénévole.

- Favoriser l'utilisation des compétences des parents et sensibiliser les groupes à la valorisation des parents en tant que partenaires éducatifs et acteurs du projet.
- Défricher et amener des champs nouveaux et innovants, toucher d'autres publics.
- Repérer et ouvrir la région et les groupes à des actions en partenariat qui permettent de proposer des activités, de faciliter la communication en direction du grand public et de valoriser des bénévoles, dans le cadre d'un CEE.
- Développer un lien stratégique entre l'école et les Éclés : investir la formation des délégués en lycée pour recruter des responsables (jeunes déjà dans une démarche d'engagement) ; privilégier les actions écoles à proximité des groupes pour faciliter le passage.
- Développer dans les stages de formation ouverts une stratégie qui donne envie de rester chez les Éclés.

Le rôle du comité régional

C'est l'espace naturel de construction et de suivi d'une politique régionale. Une politique de développement partagée permet de dresser un point de situation du projet régional et de contribuer à son avancée.

- Le projet est porté par l'équipe régionale, elle se mouille, s'implique et partage la mise en œuvre avec l'AT et la permanence.
- L'instance permet de créer du lien entre les bénévoles des différents groupes. C'est le projet collectif qui associe chacun avec les autres.
- Le Comité régional est l'occasion de créer de l'activité. On travaille à l'avancée du projet, on réfléchit et on décide.

*** Des travaux à conduire pour favoriser le développement des effectifs ...**

Quelques pistes ont émergé des réflexions pour améliorer l'organisation de la rentrée.

Associer l'équipe

- Anticiper sur le turn-over de l'équipe d'animation : en mai juin préparer un temps de découverte pour les nouveaux animateurs.
- Organiser un week-end pour les responsables d'unité en mars au cours duquel le RU passe le relai. On associe le responsable d'unité à sa propre succession.
- Etre clair sur les attentes de l'équipe de groupes envers les adultes, ne pas minimiser l'investissement lié aux fonctions.
- Etre clair avec les responsabilités pour pouvoir les partager.
- Mettre à disposition des fiches missions pour les équipes bénévoles.

S'organiser

- Anticiper une rentrée pour préparer collectivement le matériel nécessaire à la communication et orienter les groupes sur les forums.
- Choisir une date de rentrée annuelle fixe pour chaque groupe avec une journée de permanence d'accueil et d'inscriptions.
- Demander l'aide des gros groupes pour aider ponctuellement les plus petits.

Communiquer

- Inciter les groupes à intégrer un projet de développement dans leur projet de groupe.
- Publier des articles de journaux réguliers sur les activités des groupes.
- Entretenir et mettre à jour les médias internet.

TEMPS PROPOSITIONS STRATEGIQUES

Ateliers déroulés en sous-groupes, temps de travail réalisé autour de la technique du speed boat, qui permet de matérialiser sous des balises thématiques nos actions, nos projets et sur des encres nos forces, nos faiblesses.

* **Balise développement**

- Lancer le projet Transhumance pour 2014
- Manque une personne identifiée pour accompagner les JAE sur les projets internationaux
- Faire comprendre que la dynamique JAE n'est pas une charge supplémentaire, ils se retrouvent pour vivre des choses ensemble
- Travailler avec les centres
- Respons' : besoin d'un accompagnement de personnes qui ont un grand sens critique
- Accompagner chaque groupe sur une problématique
- Freins : distances de certaines régions
- Constats pas assez de JAE sur certains groupes ou régions

* **Balise pédagogie**

- Faire un état des lieux national
- On ne connaît pas l'attente des groupes
- Redonner des bases pédagogiques Éclés dans les formations
- Réfléchir concrètement à comment les éléments de la méthode se traduisent sur nos terrains d'actions
- Se réapproprier les savoir faire et les méthodes

* **Balise ID d'Avenir**

- Poursuivre ID d'Avenir, pour poursuivre l'action de mise en réflexion des gens et des jeunes
- Développer des outils pour les bénévoles pour permettre le développement de la démarche

* **Balise Accompagnement des bénévoles**

- Restriction du nombre de fonctions pour les bénévoles (limiter le nombre de casquette)
- Permettre l'appropriation de l'ensemble des postes bénévoles : les bénévoles font de force car manque de temps
- Permettre de mettre les personnes avec les bonnes compétences aux bonnes fonctions
- Quels outils donnons nous aux professionnels pour accompagner les bénévoles
- Qui forment les bénévoles et comment ?

* **Balise Accompagnement des régions / SLA**

- Chaque SLA avec un projet clairement défini
- Conduire le travail d'accompagnement en région

* **Balise Veille**

- Meilleure connaissance du profil de la société actuelle
- Suivre les actions développées chez nos partenaires associatifs

* **Ancre Constat / Remarque**

- Plus l'impression de faire du scoutisme
- Trop de zapping
- Trop de diversités
- Difficultés d'accepter des règles de l'autorité
- Info-obésité
- Ambiance « copain / famille » à conserver, rester à taille humaine
- Se saisir des propositions pour partager à tous les échelons
- Partager le plan d'action national et régional régulièrement
- CN de septembre, permettre la transversalité de l'information

TEMPS D'INFORMATION « DE TOUS POUR TOUS » !

Stéphan Bouquet (RR Lyon) : interrogation de la région sur les camps d'été, prévisionnel de camps assez faible, plein de groupes cherchent des partenariats...

Didier Bisson (EN) : SOS camp est stable : pas plus de demandes qu'en 2012.

Vincent Cocquebert (DG) : bientôt avec le pôle D&C nouveaux outils blog sur le site pour rubrique spécifique pour les camps.

Laurent Dolias (RR Provence) : peu de directeurs sur les camps dans sa région.

Didier Bisson (EN) : réception du document sur les déclarations de camps à retourner pour le 15 mai La campagne d'été est adressée à partir des retours des déclarations de camp. « Vis mon camp » continue, donc intérêt d'avoir vite la base de données des camps, info sur lieux contacts...

Daniel Séréno (CD) : comment travaille-t-on les trames des camps ? Attention aux camps de regroupement → Pourquoi ? Comment ?

Sylvain Roublisque (DT) : 2 inscrits sur le BAFD d'Ile-de-France et d'Orléans, attention au suivi des inscriptions dans les régions !

Didier Bisson (EN) : tous les documents sur la préparation de camps notamment pour la préparation des tremplins des camps dans les régions sont disponibles sur le portail.

Bernard Machu (Resp. Centre Bécours) : plus de chenilles à Bécours, l'été 2013 se présente bien ! Rappelle que Bécours peut accueillir des camps au dernier moment. Appel à L'EIDAA et au CGAB pour l'été ! Toutes les bonnes volontés sont les bienvenues.

Claudie Delpey (EN) : invitation au centre de ressources de La Merlerie en collaboration avec la région Auvergne-Limousin pour le séjour « arts » en direction des JAÉ et plus âgés... Au programme : théâtre d'ombre du clown, photos et fabrication de masques... Du 5 au 18 août.

Véronique Gaillard (Dir SVN Caen) : recherche des animateurs et directeurs issus des groupes EEDF pour les séjours HKP

Justine Donnard (RR IdF) : le comité de pilotage réfléchit à la rédaction d'une plaquette pour l'accueil des enfants en situation de handicap dans les groupes locaux.

Alain Marché (EN) : Charte handicap. Enquête en cours « quel accueil depuis 97 », quels publics, quelles difficultés ?

Maurice Grodwohl (RR Lorraine Alsace) : Centre des Tronches vient de recevoir l'habilitation de l'accueil de tourisme handicap.

Christophe Platre (Dir. Centre Chardonnay) : l'école de cirque de Chalon propose leur Brigade d'Action Circassienne, pour des actions dans les camps de groupe et structures d'accueil (prestation payante).

Yannick Daniel (CD) : réforme de la refonte de l'Ecole Publique, aujourd'hui la loi vient de donner une place aux collectivités locales. Les EEDF ont à jouer un rôle avec la réalité qu'on est... nous sommes des acteurs éducatifs.

Sandrine Mandin (AT Pays de la Loire) : oui il faut y aller sur les actions scolaires.

Daniel Séréno (CD) : nous sommes en capacité de faire quoi ? Nourrir l'ensemble de la démarche. Nous sommes une association de formation.

Claudie Delpey (EN) : demain rencontre des représentants académiques au siège. Pour les Services Civique, l'agence nationale informe que les contrats seront entre 6 et 10 mois à partir de maintenant mais attention l'année prochaine ce sera encore plus dur ! Expression surprenante des SC lors de la formation sur le port d'une tenue : ils sont plutôt favorables...

Véronique Gaillard (Dir SVN Caen) : info sur les ESPE et des dispositifs avec les associations du CAPE

Guillaume Blanchard (RR Pays de la Loire) : demande que le règlement intérieur soit appliqué quant aux décisions importantes, elles devraient passer par le vote du Conseil National...

Daniel Séréno (CD) : attention on vote qu'en dernier recours car il y a des risques de manipulation de l'assemblée.

Jean-Claude Herdalot (CD) : sonde les personnes au conseil national qui ont répondu à l'enquête sur les logiciels libres, un rappel sera envoyé par mail rapidement pour avoir plus de réponses.

Cédric Disconsi (CD) : renvoi de la liste des structures qui n'ont pas fait remonter leurs comptabilités

Justine Donnard (RR IdF) : pour quand le calendrier national ?

Vincent Cocquebert (DG) : Calendrier national au plus tard à l'AG.

Réforme du Contrat d'engagement éducatif (CEE) : pas de retour de la part du gouvernement sur le difficile bilan 2012. Reconduction du système à identique de 2012 pour 2013.

Lancement de la campagne « sauvons les colos » par la JPA (terme générique grand public), à relayer auprès des maires, députés, sénateurs + article de presse durant l'été.

Ont participé			Absents ou Excusés		
Comité directeur	Ludovic COUPIN	Membre	Comité directeur	Raymonde DEROUARD	Membre
Comité directeur	Yannick DANIEL	Président	Comité directeur Grenoble	Olivier CELLIER	Membre Responsable régional
Comité directeur	Daniel SERENO	Trésorier Adjoint	Comité directeur	Julien ROLANDO LE BIAN	Membre
Comité directeur	Emilie SCHURCH	Membre	Comité directeur	Coralie MERCIER	Membre
Comité directeur Côte d'Azur	Isabelle SOLTYSIAK	Membre Responsable régionale	Comité directeur	Nizar YAICHE	Secrétaire
Comité directeur	Jean-Yves TALOIS	Membre	Comité directeur	Mickaël LISSARRE	Vice-Président
Comité directeur	Nadine TETRON	Vice-Présidente			
Comité directeur	Cédric DISCONSI	Trésorier national			
Comité directeur	Jean-Claude HERDALOT	Membre			
Comité directeur	Vanessa MARIE	Secrétaire adjointe			
Comité directeur	Elsa LOUBET	Membre			
Région Centre	Sophie BUVRIL	Responsable régionale	Région Bourgogne	Claude CORDIER RICHARD	Responsable régional
Région Aquitaine	Pierre BOULANGER	Responsable régional	Région Franche Comté	Yannick NANCY	Responsable régional
Région Bretagne	Laurent ZAM	Responsable régionale	Région Picardie	Eric BOULANGER	Responsable régional
Région Champagne-Ardenne	Thomas ROGUE	Responsable régional	Région Poitou-Charentes	Nicole THOMAS	Responsable régional
Région Forez	Anne ABRANT	Trésorière			
Région Ile-de-France	Justine DONNARD	Responsable régionale			
Région Languedoc-Roussillon	Geneviève LUCAS	Responsable régionale			
Région Lorraine-Alsace	Maurice GRODWOHL	Responsable régional			
Région Lyon	Stefan BOUQUET	Responsable régional			
Région Midi-Pyrénées	Adèle BARTHAS-ARDOUREL	Responsable régionale			
Région Midi-Pyrénées	Emile DECORSIERE	Représente G. Utard			
Région Nord-Pas-de-Calais	Marie Anne DE VREYER	Equipe régionale			
Région Normandie	Céline LEBAILLY	Responsable régionale			
Région Nord-Pas-de-Calais	Isabelle DHOYER	Responsable régionale			
Région Pays de la Loire	Guillaume BLANCHARD	Responsable régional			
Région Provence	Laurent DOLIAS	Responsable régional			
Centre Bec Rond	Maguy GAILLARD	Responsable CGA	Centre Bois d'Amont	Martine GRANDIN	Responsable CGA
Centre Bécours	Bernard MACHU	Responsable CGA	Centre Fabian	Louis ANNET FAUCON	Responsable CGA
Centre Le Fontenil	Maurice MARAIS	Responsable CGA	Centre La Planche	Bruno BISSON	Responsable CGA
Centre Morbecque	Bernard HAMEAU	Responsable CGA	Centre Les Tronches	Gilbert GRANDJEAN	Responsable CGA
Centre Bec Rond	Yann HUAUME	Directeur	Centre St Pierre Dels Forcats	Geneviève BAYLE	Responsable CGA
Centre Bécours	Florent MULIVA	Directeur	Centre Valloire	Responsable CGA	Responsable CGA
Centre Chardonnay	Christophe PLATRE	Directeur			
Centre Fabian	Murielle MARCHAL	Directrice			
Centre La Planche	Eric DE FRANCISI	Directeur			
Centre Les Tronches	Olivier CROUX	Directeur	Centre Bois d'Amont	Béatrice LAMY ROUSSEAU	Directrice
Centre Morbecque	Jérémie HERMANT	Directeur	Centre Le Fontenil	Alexis MARAIS	Directeur
Centre Valloire	Gaël ROCABOY	Directeur adjoint	Centre Valloire	Lydia MOUNIB	Directrice
Région Aquitaine	David GUALANDI	Animateur territorial	Région Champagne-Ardenne	Hubert BERSOT	Animateur territorial
Région Bretagne	Stéphanie VILLARD	Animatrice territoriale	Région Côte d'Azur	Mickaël LETERTRE	Animateur territorial
Région Forez	Amélie GERY	Animatrice territoriale	Région Grenoble	Simon LARTAUD	Animateur territorial
Région Ile-de-France	Maud AUGER	Animatrice territoriale	Région Languedoc-Roussillon	Flora JOLY	Animatrice territoriale
Région Lyon	Nicolas BOUCHET	Représente B. Pinlet	Région Lorraine-Alsace	Linda PACAULT	Animatrice territoriale
Région Midi-Pyrénées	Ninon VERGNOL	Animatrice territoriale	Région Nord-Pas-de-Calais	Nicolas GLORIAN	Animateur territorial
Région Normandie	Guillaume MASSON BLIN	Animateur territorial	Région Nord-Pas-de-Calais	Thomas MULLER	Animateur territorial
Région Pays-de-la-Loire	Sandrine MANDIN	Animatrice territoriale	Région Picardie	Nicolas BERT	Animateur territorial
Région Provence	Nicolas FACINO	Animateur territorial			
Equipe nationale	Claudie DELPEY	Délégué nationale	Equipe nationale	Marjorie VALLEE	Chargée de mission AGP
Equipe nationale	Bruno AÏSSOU	Respons pôle A et F	Equipe nationale	Florence TOURNIER	Chargée de mission Com
Equipe nationale	Marion AUDET	Respons pôle D&C	Equipe nationale	Aude SCHMUCK	Chargée de mission Editions
Equipe nationale	Didier BISSON	Délégué national	Equipe nationale	Jean Amand DECLERCK	Délégué territorial
Equipe nationale	Laurent BODEREAU	Délégué territorial			
Equipe nationale	Vincent COCQUEBERT	Délégué général			
Equipe nationale	Bruno DUSSOUT	Respons pôle EFi			
Equipe nationale	Pascal LARTIGUE	Délégué territorial			
Equipe nationale	Emmanuel LOUIS	Délégué territorial			
Equipe nationale	Alain MARCHE	Délégué national	SV Chalon-sur-Saône	William GORON	Directeur
Equipe nationale	Pascal PERON	Délégué territorial	SV Compiègne	Emilie VEAUX	Directrice
Equipe nationale	Sylvain ROUBLIQUE	Délégué territorial	SV Metz	Nicole GRUNDHEBER	Directrice
SV Caen	Véro GAILLARD	Directrice	SV Orléans	Isabelle RENAUDINEAU	Directrice